



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 23 mars 2026
portant prescriptions complémentaires à la société MICHEL, s'agissant des
modifications des conditions d'exploitation de son site de carrière de Wittenheim**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R. 181-45,

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1,

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières,

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 autorisant la Sté MICHEL à exploiter une carrière et des installations de traitement de matériaux à Wittenheim (autorisation d'exploiter le site pour 30 ans; superficie du site de 13,3176 ha, production maximale annuelle autorisée : 60 k tonnes, production moyenne annuelle : 50 k tonnes),

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 mars 2021 portant prescriptions complémentaires à la société MICHEL, s'agissant des modifications de prescriptions d'exploitation de son site de carrière de Wittenheim s'agissant, notamment, de la diminution des productions annuelles moyennes et maximales, de la modification du phasage d'exploitation-extraction de la carrière, de la révision du périmètre d'extraction de matériaux, des mesures et des aménagements de remise en état finale et des garanties financières de remise en état au titre du Code de l'environnement ; (autorisation d'exploiter le site pour

30 ans; superficie du site de 13,3176 ha, production maximale annuelle autorisée : 50 k tonnes, production moyenne annuelle : 40 k tonnes),

VU le dossier de porter à connaissance de la Société MICHEL SAS du 30 novembre 2023 (dépôt préfecture le 7 décembre 2023) en vue d'une modification des prescriptions d'exploiter les installations de son site de carrière et les compléments transmis par courrier électronique par l'exploitant, annulés et remplacés par la version transmise par l'exploitant le 31 octobre 2024,

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement concernant la visite du 20 novembre 2023,

VU l'arrêté du 15 février 2024 portant mise en demeure à la société MICHEL de respecter certaines dispositions applicables aux installations de son site de carrière de Wittenheim (68),

VU le schéma régional des carrières approuvé le 27 novembre 2024,

VU les observations apportées par l'exploitant par courriel du 10 mars 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire,

Considérant que le retard pris par l'exploitation conduit à ne pas pouvoir exploiter la carrière de Wittenheim dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2008 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 mars 2021,

Considérant qu'à la suite de l'inspection du 20 novembre 2023, l'exploitant a été mis en demeure par l'arrêté préfectoral du 15 février 2024 susvisé de respecter le phasage d'exploitation prévu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2021 susvisé,

Considérant que les modifications, quoique notables, ne sont pas substantielles, mais qu'il y a lieu de modifier et de mettre à jour les prescriptions d'exploiter le site de la carrière en matière d'extraction annuelle moyenne et maximale, de gisement extrait, de phasage d'exploitation et de remise en état et des montants de garanties financières de remise en état par phase quinquennale,

Considérant qu'il y a lieu de modifier le calendrier existant de réalisation des mesures de remise en état ou d'aménagements en faveur de la biodiversité et de modifier les conditions du suivi écologique des aménagements réalisés et des espèces,

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les plans de phasage d'exploitation et de remise en état final du site de la carrière et les garanties financières associées,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant statuant sur sa demande,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : exploitant titulaire de l'autorisation.

La société MICHEL, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté de prescriptions complémentaires, dont le siège social est situé 150 rue de Pfattatt – BP60046 - 68260 KINGERSHEIM cedex, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires définies aux

articles ci-dessous concernant le site de sa carrière (une zone dédiée à l'extraction de matériaux et une plate-forme administrative et technique) située sur la commune de Wittenheim (68).

Article 1-1: modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.
Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté d'autorisation du 27 novembre 2008	1.2.1 - Liste des installations concernées	Modifié
	1.6.2 - Montant des garanties financières	Modifié
	1.6.3 - Établissement des garanties financières	Modifié
	1.7.6.1 – Dispositions de remise en état du site	Modifié
	8.4.3 – Exploitation en eau	Modifié
Arrêté complémentaire du 02 mars 2021	Article 2 - Nature des installations	Supprimé
	Article 5 - Montant des garanties financières	Supprimé
	Article 6 - Acte de cautionnement des garanties financières	Supprimé
	Article 7 - Remise en état	Supprimé
	Article 14 - Méthode d'exploitation	Supprimé

Article 2 : nature des installations.

Les prescriptions de l'article 1.2.1 «liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée
2510-1	A	Exploitation de carrière	Superficie de 13, 3176 ha	1,597kt/an 2,5 kt/an
			Du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2031 - production moyenne autorisée - production maximale autorisée	
			Du 1er janvier 2032 jusqu'au 27 février 2038. - production moyenne autorisée - production maximale autorisée	83,362kt/an 120 kt/an
2515-1b	D	1. Installations de broyage, concassage, criblage, (...), lavage, (...), mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels (...); la puissance	Gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation d'exploiter : environ 532 kt Installation de 1 ^{er} traitement de matériaux	184 kW

		maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW		
2517-2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux (...); la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Zones des stockages des matériaux de la carrière (stériles de découverte, matériaux alluvionnaire extraits du site de la carrière à traiter et traités)	8000 m ²

A (Autorisation) ; D (Déclaration). »

Article 3: montants de garanties financières de remise en état.

Les prescriptions de l'article 1.6.2 «montant des garanties financières» de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé, sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de:

Période quinquennale	Montant en euros TTC
Phase 1 : de la signature de l'arrêté d'autorisation d'exploiter jusqu'au 27/11/2028	109 005 €
Phase 2 : du 28/11/2028 au 27/11/2033	130 768 €
Phase 3 : du 28/11/2033 au 27/11/2038	118 397 €

(*) montant calculé avec :

- prise en compte d'un indice TP base 09/2023 de 130,8 , soit un indice TP01 raccordé (coefficient de raccordement de 6,5345) de : 844,26
- taux de TVA de 20 %,
- soit coefficient α de $(1,20/1,20) \times (844,26/616,50) = 1,369$ »

Article 4: établissement des garanties financières.

Les prescriptions de l'article 1.6.3 «établissement des garanties financières» de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé, sont remplacées par les prescriptions suivantes :

«Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établit dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.»

Article 5 : remise en état de la carrière.

Les prescriptions de l'article 1.7.6.1 «remise en état de la carrière» de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé, sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation. Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans la demande ou les demandes complémentaires, nonobstant les dispositions imposées au présent arrêté et conformément au plan joint au présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes : mise en sécurité, nettoyage, insertion paysagère, compte tenu de la vocation ultérieure du site **en zone naturelle** :

- démantèlement des installations d'extraction et traitement, bâtis tels que : garages, locaux d'entretien d'engins, sanitaires,..., et plus généralement tous les matériels présents sur le site, et enlèvement du site,
- suppression de tous les stockages de matériaux,

Secteur de la carrière	Grand plan d'eau d'environ 5,28 ha ; le tracé des berges du plan d'eau doit éviter les formes linéaires, notamment des épis à mares temporaires seront réalisés au droit des berges du plan d'eau, selon le principe de la « triple berge » comme indiqué au schéma de réalisation annexé au présent arrêté.	
	Chemin périphérique de 4 m de largeur à la cote de 226,50 mNGF (*)	
	Au Nord et au Nord de la presqu'île constituée de terrains extérieurs à la carrière	<p>Terrains du polygone [1,2,3,4,5,6,1] non exploités à l'état de champs, puis talus résultant de l'extraction à sec et berge de plan d'eau, avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une berge sinueuse et formant épis, - une zone de hauts-fonds en angle Nord-Est du plan d'eau de 700 m² (70 m linéaire), avec aménagements de développement pour amphibiens, - une zone de hauts fonds en angle Nord-Ouest du plan d'eau de 900 m² (90 m linéaire). <p>Ces aménagements sont à réaliser en dernière phase quinquennale d'exploitation.</p>
	A l'Est	<p>Banquette végétalisée, talus résultant de l'extraction à sec et berge de plan d'eau sinueuse et formant épis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - partie Sud achevée au 27 novembre 2025, - parties médianes achevées respectivement au 27 novembre 2028 et 27 novembre 2033, - partie Nord achevée dans le cadre de la remise en état finale.
	Au Sud- Est	une zone de hauts-fonds de transition entre le plan d'eau et la roselière : 800 m ² (80 m linéaire) achevée au 30 novembre 2025.
	Au Sud-Ouest	Berge à sec graveleuse à l'Ouest de la

			<p>roselière avec aménagement d'un cortège de mares et dépressions pour amphibiens.</p> <p>Espace boisé et entretenu à l'Ouest de la roselière.</p>
	A l'Ouest	au Sud de cette presqu'île	<p>Berge entre la zone graveleuse Sud-Ouest et le plan d'eau, sinueuse et avec une zone de hauts fonds de 600 m² (60 m linéaire) : aménagements à réaliser avant le 27 novembre 2028.</p> <p>Terrains du polygone [7,10,11,12,9,8,7] non exploités à l'état de champs, puis talus résultant de l'exploitation à sec et berge sinueuse de bord de plan d'eau formant épis.</p>
		Bordure Est de la presqu'île constituée de terrains extérieurs à la carrière	Banquette, talus résultant de l'extraction à sec et berge de plan d'eau sinueuse et formant épis
zone historique d'exploitation : actuel bassin de réception des eaux de lavage de matériau/Future roselière	Pointe Sud		<p>En extrémité Sud : des terrains à la cote du terrain naturel et végétalisés.</p> <p>Banquettes et berges du bassin végétalisées.</p> <p>Roselière d'environ 1 ha.</p>
Secteur plate-forme administrative et technique	Terrains Sud-Ouest décapés conservés à l'état graveleux (environ 1,4 ha)		

(*) ou toute cote supérieure dans l'objectif que le chemin périphérique soit hors d'eau.

- les talus doivent présenter des pentes diverses, afin de permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées,
- les terres de découverte et les horizons humifères servent à la remise en état des berges situées autour du plan d'eau, sauf en ce qui concerne les zones de hauts fonds, la roselière, et la zone qui restera à l'état graveleux,
- le recouvrement des berges, des banquettes, de leur accès se fait en 2 phases successives (terres de découverte, puis terre végétale ou horizons humifères),
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier,
- les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées comme prévu dans le document d'impact, notamment en ce qui concerne les zones de hauts fonds ainsi que les berges :
 - Nord,
 - Ouest,
 - autour de la presqu'île constituée par les parcelles 71 à 75- section 56,
 - Sud/Ouest le long du chemin dit « Illzacherweg »,
 - Est.

Dans un délai de 1 mois il transmet au préfet des plans de l'état de remise en état de son site à l'échéance de chaque phase quinquennale d'exploitation.

L'exploitant communique tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état. Il signale toute dérive par rapport à la situation normalement définie et reprise sur les plans de remise en état intermédiaire correspondant à l'état de remise en état à l'échéance de chaque phase quinquennale. ».

() ou toute cote supérieure dans l'objectif que le chemin périphérique soit hors d'eau.*

Article 6: méthode d'exploitation.

Les prescriptions de l'article 8-4-3 « exploitation en eau » de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé sont complétées par un tiret supplémentaire :

« L'exploitation doit permettre un défruitement maximum du gisement en profondeur, sous réserve de la stabilité des berges, donc traverser les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses présentes. La profondeur d'extraction est fixée à 35 m par rapport à la cote du terrain naturel (228 m NGF), soit jusqu'à 193 m NGF, correspondant à environ 4 m à sec et 30 m sous eau.

L'exploitation se fait, par secteurs d'extraction (dragline et drague flottante), à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage. Ces talus sont donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- 1/1,5 (environ 33°), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe,*
- 1/10 (environ 6°), sur une distance horizontale sous eau d'au moins 20 mètres, mesurée depuis la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour les zones de haut-fond (et de plage si prévue dans le dossier de demande), prévues au document d'impact,*
- 1/2,5 (environ 22°), pour les autres parties.*

L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté.

- Durant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2031, l'extraction est réalisée par campagnes au moyen d'une dragline.*
- Durant la période du 1^{er} janvier 2032 à la fin de l'autorisation d'extraction (27 février 2038), l'exploitation se fait au moyen d'une drague flottante.»*

Article 7 : au plus tard le 31 décembre 2031, l'exploitant justifie au préfet de la mise en place sur la carrière d'une drague flottante pour exploiter la carrière conformément à la méthode d'exploitation définie au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et à ses compléments.

Article 8 : frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 : sanctions.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du Code de l'environnement.

Article 10 : diffusion.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de Wittenheim pour y être consultée. Un extrait sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins de M. le maire de Wittenheim.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin.

Article 11 : transmission à l'exploitant.

Copie du présent arrêté sera transmis à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Article 12 : exécution.

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Wittenheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant la société MICHEL SAS dont le siège social est à Kingersheim.

Colmar, le 23 mars 2026

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Annexe - Carte des aménagements écologiques



